

Israël emprisonne un guide touristique palestinien

Description

Ryan Rodrick Beiler, 25 février 2016

[160225-daoud-al-ghoul](#)

Daoud al-Ghoul se tient devant une maison palestinienne occupée par des colons israéliens en octobre 2013 dans la vieille ville de Jérusalem. (Ryan Rodrick Beiler / Active Stills)

Le guide touristique et animateur de jeunesse palestinien Daoud al-Ghoul a été condamné à 18 mois de prison la semaine dernière. Un tribunal israélien l'a déclaré coupable de faire partie d'une organisation interdite.

Des sources proches d'al-Ghoul ont dit à l'Electronic Intifada qu'on l'accusait d'être membre du Front Populaire de Libération de la Palestine, parti politique marxiste interdit par Israël.

Al-Ghoul avait déjà passé des mois en prison avant le procès et la condamnation de la semaine dernière. En juin de l'année dernière, il avait été convoqué pour interrogatoire au centre israélien de renseignements de Jérusalem, connu sous le nom de Russian Compound. Ceci s'est passé après un arrêté le chassant pour plusieurs mois de Jérusalem, ville où il est né et où il a passé sa vie.

En décembre 2014, al-Ghoul et quatre autres militants de Jérusalem ont été expulsés de la ville pour quatre mois. Israël a déclaré que ces hommes représentaient un danger pour la sécurité publique, en se fondant sur une preuve secrète qu'ils n'avaient le droit ni de voir ni de contester.

Israël a renouvelé deux fois l'interdiction pour al-Ghoul d'aller à Jérusalem ou en Cisjordanie, prolongeant l'interdit à six mois.

Dossier secret

Al-Ghoul a comparé ces arrestations à la détention administrative, pratique israélienne d'emprisonnement des Palestiniens, indéfiniment renouvelable sans charges ni procès.

« Nous n'avons aucune information », a dit al-Ghoul à *Middle East Eye* (l'Oeil du Moyen Orient) au moment de son expulsion. « La police israélienne a dit que c'était un dossier secret. Et ils me disent que, dans le dossier israélien, il est écrit que je suis un danger pour Israël. »

Al-Ghoul a également reçu des arrestations lui interdisant le reste de la Cisjordanie occupée ainsi que tout voyage à l'étranger, aussi est-il temporairement installé à Haïfa, ville de l'actuel Israël.

« Nous n'avons pas peur », a dit al-Ghoul à l'Electronic Intifada peu après avoir reçu les arrestations d'expulsion. « Nous nous battons pour notre avenir et nous n'avons rien à perdre. » Nous refusons cette décision. Il s'agit de notre pays natal. C'est un droit fondamental pour nous de pouvoir vivre dans nos maisons à Jérusalem. »

Expulsions et raids

D'autres militants et chefs de communauté ont été frappés d'arrestations d'expulsion depuis lors.

Avant d'être expulsé et arrêté, al-Ghoul était un animateur de jeunesse populaire pour les Comités de Santé au Travail. En mai 2015, les autorités israéliennes ont fait une descente dans les bureaux du groupe dans le quartier de Shuafat à Jérusalem Est, se sont saisi des ordinateurs et ont émis un ordre de fermeture, accusant l'organisation pour la santé et le développement d'être une « activité terroriste ».

Depuis 1990, le groupe a organisé des radios de dépannage, des vaccinations et de l'éducation à la santé pour les étudiants palestiniens dans des dizaines de écoles de Jérusalem.

Al-Ghoul a également travaillé comme guide touristique dans une perspective militante. Des visites dans les rues escarpées du quartier de Silwan où il vit ont ciblé le programme d'Elad, organisation de colons israéliens, qui veut transformer cette zone en attraction touristique religieuse appelée la Cité de David.

En coopération avec la municipalité de Jérusalem et l'Autorité israélienne de la Nature et des Parcs, Elad s'est emparé de propriétés palestiniennes pour en faire des habitations pour les colons et des lieux d'accueil pour les touristes.

Dans ce cadre, les autorités israéliennes démolissent régulièrement des maisons palestiniennes et arrêtent des enfants du quartier.

Quelques mois avant son premier arrêt d'expulsion, al-Ghoul avait témoigné devant le Parlement européen à propos des conditions de vie des Palestiniens à Jérusalem Est sous occupation israélienne.

Révolucion de Résidence

Israël a occupé Jérusalem Est en 1967, l'annexant officiellement en 1980, décision que le Conseil de Sécurité de l'ONU a déclaré nulle et non avenue. Toutes les activités coloniales d'Israël, dont l'occupation de Jérusalem Est, violent le droit international.

Les Palestiniens de Jérusalem n'ont généralement pas la citoyenneté israélienne, remplacée par un « statut de résident permanent » et, pour conserver ce statut, ils doivent prouver que le centre de leur vie est bien dans la ville.

Durant ces dernières décennies, plus de 14.000 Palestiniens ont vu leur droit de résider à Jérusalem révoqué.

Alors qu'ils représentent un tiers de la population de Jérusalem, l'organisation israélienne de droits de l'Homme Ir Amin dit que moins d'un dixième du budget municipal 2013 a été alloué aux quartiers palestiniens de la ville.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2016/03/01